

Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz*

L'écologie et les Artisans de la transition à la croisée des chemins

Fin mars 2020, au moment de mettre ce numéro sous presse, l'incertitude est totale. Quelles seront les conséquences de l'arrêt partiel de l'économie pour stopper la propagation du Covid-19 ? Comment faire pour que cette pause débouche sur une baisse ferme et structurelle des émissions de CO₂ plutôt que sur des plans de relance économique fatals ? Quand les Artisans de la transition pourront-ils reprendre leurs actions et dans quel contexte psychologique, politique et économique remanié ? A ce stade, tout est ouvert, le pire comme le meilleur.

La crise actuelle sans précédent percute toutes les évolutions en cours, positives comme négatives. Et il y avait du positif dans la dynamique à l'œuvre au moment où le Covid-19 s'est installé au centre du monde. Une dynamique à laquelle les **Artisans de la transition** étaient pleinement associés.

Dans la foulée des mobilisations exceptionnelles de 2019, 2020 avait commencé très fort. Malgré une équipe réduite avec une chargée de communication partie en novembre et une chargée de projet alimentation en congé maternité depuis ce même mois, actions et événements devaient s'enchaîner à une cadence soutenue.

Après deux soirées à Fribourg et à Lausanne, en janvier, lors desquelles une trentaine de personnes ont réfléchi à la possibilité de devenir facilitateur ou facilitatrice de Conversations carbone, treize groupes allaient par ailleurs démarrer en mars. Presque tous, y compris en Valais où le recrutement avait été poussif fin 2019, se sont vite remplis. Ce départ promettait de quasiment doubler le nombre de Conversations carbone en 2020 par rapport à 2019 (19 au total). Et la journée annuelle des facilitateurs et facilitatrices prévue fin mars devait souder l'équipe – avec trente inscrits – autour du plan de déploiement 2020-2022.

Sur le désinvestissement de l'industrie des énergies fossiles, un nouveau rapport sur la BNS était planifié pour le 21 avril, juste avant l'assemblée générale de l'institution. Et six apéros divest étaient agendés en mars-avril. Des ateliers avec des acteurs de la transition de toute la filière alimentaire ont commencé dans tous les cantons romands en janvier. La première présentation publique de ce projet était prévue à la Foire bio de Moudon début mai. Ce numéro de LaRevueDurable

devait être présenté lors d'une soirée publique fin avril à Fribourg et faire l'objet d'une émission de *Prise de terre*, sur la RTS, le 25 avril.

En complément, les **Artisans de la transition** comptaient participer à la journée du 15 mai et appuyer la Grève du climat en invitant ses membres et sympathisants, y compris les 500 personnes qui ont participé à une Conversation carbone et aspirent à s'engager plus collectivement, à contribuer à cette journée importante. La question se pose de savoir comment soutenir et concrétiser les propositions des jeunes dans le cadre de leur Plan d'action climatique.

Deux scénarii

Puis patatras. Depuis les premières mesures de confinement dues au Covid-19, personne ne peut dire quand la vie normale reprendra. Ni même si elle pourra reprendre « normalement ». L'incertitude est énorme. La crise du Covid-19 met par terre des pans entiers de l'économie et secoue le système dans ses fondements. D'aucuns ne manqueront d'ailleurs pas d'y voir les premiers symptômes de l'effondrement auquel ils s'attendent.

Question majeure : les déséquilibres systémiques engendrés auront-ils des conséquences favorables ou défavorables sur l'écologie ? Début mars, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, présentait les ambitions de la Commission sur le climat. La stratégie biodiversité devait suivre. Deux domaines au cœur du Pacte vert, nouvelle stratégie pour rendre l'économie européenne plus écologique (page 6). En Suisse, le Parlement devait se pencher sur la révision de la loi sur le CO₂.

Bien que très en dessous des exigences des scientifiques, notamment parce que toujours subordonnées à la croissance économique, ces avancées sont tout de même en nette amélioration par rapport à 2019. C'est le cas aussi de la

stratégie de l'UE pour mettre la finance plus en phase avec les contraintes climatiques. Parues le 5 mars 2020, les bases de la taxonomie des activités économiques, immense projet pour classer les différents secteurs économiques selon leur plus ou moins grande adéquation à la transition, doivent servir de guide aux investissements de la place financière.

La Banque centrale européenne, avec sa nouvelle présidente Christine Lagarde, devait faire des propositions pour que ces bases tiennent mieux compte des risques dus au changement climatique. Clairement, le Titanic avait repéré l'iceberg et commencé enfin – certes très tard et sous la contrainte de la croissance – à manœuvrer pour changer de cap.

Mais aujourd'hui, alors que des plans de relance massifs inédits se succèdent, que va devenir l'écologie ? Sera-t-elle reléguée à l'arrière-plan comme à chaque fois qu'il s'agit de sauver l'économie ? Il y a de quoi le craindre. En Chine, le plan de relance du gouvernement risque d'effacer la baisse spectaculaire des émissions de CO₂ de l'ordre de – 25 % en février 2020. Aux Etats-Unis, le soutien pourrait cibler l'industrie pétrolière et peut-être même charbonnière. Il faut cependant être très clair : un tel scénario serait cette fois fatal.

La situation ressemble à s'y méprendre à celle de 2008, lorsque la crise des subprimes a ruiné l'élan en faveur du climat préparatoire à la COP 15, à Copenhague. L'histoire n'est toutefois jamais écrite à l'avance et un autre scénario est encore possible.

Avec le Covid-19 comme avec le climat, il faut à la fois des élus et une population éclairés. Pour le climat, ni l'un ni l'autre n'ont jusqu'à présent été réunis. Pour le Covid-19, les dirigeants ont rapidement été mis au pied du mur. Après avoir très dangereusement joué avec le feu, Trump et ses poignées de main bravaches et Johnson et sa conception affolante de l'immunité collective ont dû faire volte-face.*

« La pandémie bouscule les idéologies, bouleverse la donne politique et rééchelonne les priorités, écrit le journal *Le Monde* dans son édition du 19 mars : l'ultralibéral Johnson n'exclut pas d'instaurer un revenu universel pour traiter les ravages économiques du virus. [...] En valorisant la parole scientifique et en ébranlant la mondialisation, le Covid-19 affaiblit [sa] défiance à l'égard des experts et la religion du libre-échangeisme planétaire. »

Il y a là une brèche. Plus encore que le Covid-19, le climat est une question de vie ou de mort. Les plans de relance doivent en prendre acte. L'occasion ne se répétera pas. ■

*Cependant, le 27 mars, le cas Bolsonaro paraît plus grave.

* Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz sont codirecteurs de l'association Artisans de la transition.